



QUESTIONS – RÉPONSES N°3

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS

GESTION ET EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT DE VOYAGEURS DE LAMBALLE TERRE ET MER

Lamballe Terre & Mer
Service Mobilités
41 Rue Saint-Martin
CS 83002
22404 Lamballe-Armor Cedex 4

SUITE À DES INTERROGATIONS DE CANDIDATS, VOUS TROUVEREZ CI-DESSOUS LES QUESTIONS POSÉES SUIVIES DES RÉPONSES CORRESPONDANTES

Question 13 :

Certains biens sont mis à disposition par l'Autorité délégante. Un PPI délégant est-il prévu et annexé au contrat pour connaître les investissements qui seront réalisés en cours d'exécution ?

Réponse 13 :

Aucun programme pluriannuel d'investissement (PPI) délégant n'est prévu ni annexé au contrat.

L'Autorité délégante n'envisageant pas, à ce stade, de réaliser d'autres investissements en cours d'exécution du contrat.

Question 14 :

Le contrat dans son ensemble et spécifiquement à son article 13 ne fait référence qu'à la possibilité de faire de la sous-concession, et non à de la sous-traitance. Pourriez-vous nous confirmer que la sous-traitance est également autorisée ?

Réponse 14 :

La sous-concession est le terme consacré pour désigner la sous-traitance dans le cadre d'une concession de service public.

Question 15 :

Qu'entendez-vous à l'article 10 par « des modifications de services rendues nécessaires par l'inadaptation de l'offre de transport à la fréquentation [...] dès lors que ces modifications étaient prévisibles par le Concessionnaire lors de la remise de son offre finale » ? Disposez-vous d'exemples de situations à nous communiquer ?

Réponse 15 :

La formulation de l'article 10 vise à distinguer les ajustements d'offre relevant de la gestion normale du service, intégrés au risque d'exploitation du concessionnaire, de ceux résultant d'événements ou d'évolutions non raisonnablement anticipables lors de la remise de l'offre finale.

Sont ainsi visées par « des modifications de services rendues nécessaires par l'inadaptation de l'offre à la fréquentation, dès lors qu'elles étaient prévisibles », les adaptations qui découlent d'éléments objectivables et identifiables au stade de la consultation, notamment sur la base des données transmises de fréquentation, des dynamiques démographiques, des documents de planification (PLU, SCOT, plan vélo, PCAET...) ou des projets déjà engagés et connus du soumissionnaire.

Conformément à l'article 4.2 du RC, les soumissionnaires ont la possibilité de formuler des observations contractuelles dans l'onglet du cadre de réponse prévu à cet effet.

Question 16 :

Pouvez-vous préciser quelle tarification sera appliquée sur les nouveaux services de navettes de desserte des parcs d'activité (tarif Citadines, Tous Services, autres) ?

Réponse 16 :

Les navettes de desserte des Parcs d'Activités disposeront de la même tarification que les citadines (cf. onglet 8 du cadre de réponse).

Question 17 :

Le cahier des charges mentionne une solution transitoire dans l'attente de la nouvelle concession en raison de la fin de la billettique Actoll. Cette solution comprend la mise en place du M Ticket. Le M Ticket sera-t-il maintenu dans la nouvelle concession en parallèle de la nouvelle billettique ?

Réponse 17 :

Lamballe Terre & Mer ne souhaite pas reconduire la solution M-Ticket à compter du 5 juillet 2027.

Si la distribution du support M-Ticket ne sera plus possible, il conviendra en revanche de garantir la continuité d'usage pour des voyageurs disposant de titres M-Ticket en cours de validité. Pour cela, il conviendra de proposer aux usagers concernés le transfert de leur titre M-Ticket vers un support physique ou dématérialisé du nouveau système billettique.

Lamballe Terre & Mer rappelle qu'il est attendu, au titre de la billettique, une solution d'open paiement, en particulier pour la ligne littorale et pour les navettes urbaines (et des Parcs d'Activités).

Question 18 :

L'article 2.6 du cahier des charges indique qu'« il est laissé aux soumissionnaires le choix du bon équilibre d'électrification et d'intégration de motorisations alternatives dans leur parc ». Pouvez-vous nous préciser si vous avez des réserve ou contre-indication sur le choix de motorisations alternatives ?

Réponse 18 :

La collectivité n'a pas de contre-indication particulière en ce qui concerne le choix de motorisations alternatives. Elle attire toutefois l'attention des soumissionnaires sur la bonne compatibilité des choix de motorisation avec les contraintes d'exploitation inhérentes au dépôt.
